

« LE MANQUE CRUEL DE LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS »

Devant les menaces qui continuent de planer sur de nouveaux bâtiments de la Résidence Universitaire Jean Zay, nous avons invité Marie-Jo Ehrhard-Weil, la Présidente de l'AARUA (Association des Amis de la Résidence Universitaire d'Antony) à faire le point sur les derniers événements concernant la RUA et il semble qu'il y en ait, tant du point de vue juridique que sur les alternatives possibles .

AH : Y a-t-il des faits nouveaux récents qui vous rendent plus optimistes ou pessimistes dans la bataille actuelle ?



Certains faits sont encourageants. Ainsi nous avons déposé deux recours demandant les annulations de l'arrêté préfectoral de transfert de la Résidence Jean Zay et de la délibération de la CAHB sur l'avenir du site ; ils sont en attente de jugement devant le Tribunal administratif de Versailles, dont nous ne connaissons pas encore la décision, mais le rapporteur public demande l'annulation des 2 textes, reconnaissant ainsi le bien fondé juridique de nos recours. Si ses préconisations sont suivies, elles entraîneront l'annulation du transfert. Le projet de l'atelier Nouvel prouve qu'on peut réhabiliter tous les bâtiments comme nous ne cessons de le dire. En revanche on constate que la volonté de destruction de la majorité municipale est bien présente,

puisque le bâtiment H est muré. On est perplexe devant la consultation mise en œuvre par la municipalité d'Antony sans guère de publicité : sur le site de la ville comme en mairie, il faut être motivé pour pouvoir donner son avis et on peut constater qu'il n'y a pas de réel projet d'ensemble. Comment seront utilisées les réponses ? Nous suivons cela de près, nous ouvrons nous-mêmes le débat et serons présents à la réunion publique du 22 mars.

AH : Le bâtiment A doit-il être vidé en juin ? Comment vont être relogés les étudiants ?

Le bâtiment A est déjà presque vide, une centaine d'étudiants l'habitent aujourd'hui. Pour leur relogement, on peut supposer que le Crous fera comme pour le C en 2009 : limiter les réadmissions, donc le problème de relogement, et expulser tous ceux qui n'obtempèrent pas rapidement, avec l'aide de la police si nécessaire. On se rend compte que le CROUS, tout en faisant de la publicité sur le logement et les bourses, laisse inoccupés environ 800 logements, ce qui veut dire qu'on empêche l'accès de centaines d'étudiant(e)s au logement social avec les conséquences qu'on imagine pour la poursuite des études. C'est tout simplement un scandale

AH : Nous avons déjà fait part d'éléments de contre-projets à nos lecteurs, suite au document que vous avez publié. Est-ce un projet presque complet ?

Non. Le contre projet que nous présentons et qui sera détaillé lors de notre réunion (prévue en principe le 14 mars ndlr) , n'a pas pour objectif d'être réalisé tel quel. Il est le fruit de la réflexion d'architectes et permet de prouver que ce site de la résidence peut être repensé autour du logement social étudiant qui restera sa vocation première. Dans le numéro précédent ont été exposés les grands axes de ce projet : écoquartier mixte, valorisation des espaces verts, renforcement de l'accès aux transports et équipements divers, culturels, commerciaux etc. Il est différent du projet Nouvel, et surtout « n'obéit pas » au cahier des charges qui limite à 1000 le nombre des logements étudiants et vise à démontrer d'une part la possibilité de réhabiliter à un coût

moindre, d'autre part la compatibilité du réaménagement des chambres et des T2 dotés de tout le confort souhaitable ainsi que la rénovation des équipements, avec de nouvelles constructions pour un habitat mixte. Lorsqu'on considère ce qui est proposé aujourd'hui pour cet espace, outre la spoliation du domaine universitaire que constituerait la cession des terrains à des promoteurs immobiliers, on voit que l'élimination de 2/3 des étudiants est envisagée et qu'aucune vision d'ensemble n'est proposée. Le flou est entretenu sur le contenu du projet, il n'y a pas de vision d'ensemble, ni de programme daté et évalué financièrement. On a l'impression fâcheuse que le mot d'ordre des élus de la majorité est de détruire d'abord et de penser après et que la consultation n'est qu'un exercice obligé auquel elle se soumet. Il y a des années que nous proposons, un large débat sur l'avenir de la résidence universitaire avec tous les acteurs concernés. La CAHB et la municipalité d'Antony s'y



ANTIENS DEVRAIT ETRE LA PREOCCUPATION DE L'ETAT »



sont refusées.

AH : Certains disent que c'est « un combat d'arrière garde », pourquoi êtes-vous tant attachée à le mener ?

Si nous menons cette bataille depuis de longues années, ce n'est pas par nostalgie. Nous savons que le passage à la RUA a été souvent un moment privilégié tant pour les études que pour l'enrichissement personnel et cette remarque vaut pour les très anciens, comme pour ceux qui ont profité de ce lieu plus récemment. Les années passées, nous avons fait visiter les lieux maintes fois et avons constaté combien les gens découvraient à la fois l'intérêt de l'architecture et de l'infrastructure et même ceux qui avaient des préjugés défavorables se rendaient compte sur place du potentiel de cet ensemble. Par ailleurs, on voit bien à la com-

position du collectif que nous avons initié, que notre idée d'un avenir pour la RUA est partagée par la plupart des groupes politiques, des syndicats et associations. On voit aussi que les étudiants se sentent concernés et le questionnaire, proposé au porte à porte dans la résidence par les élus étudiants et les membres du collectif en ce moment, est accueilli très favorablement. Il est une preuve de leur intérêt pour l'avenir du site. Sans se livrer à une analyse et un commentaire prématurés puisque le questionnaire est encore proposé cette semaine, on remarque déjà que dans leur grande majorité les étudiants, tout en souhaitant une amélioration de leur confort, demandent la réhabilitation des bâtiments, la conservation des T2, la possibilité de travailler en groupes d'études et de pratiquer le sport et/ou d'avoir des activités culturelles. Ils soulignent l'intérêt

d'une résidence universitaire ouverte non seulement aux franciliens, mais aussi aux étudiants de métropole, à ceux d'outremer et aux étrangers, car ils considèrent s'être enrichis au contact des autres. Notre insistance à prôner l'ouverture sur le monde n'est pas une idée de soixante-huitards attardés ! Beaucoup regrettent l'abandon de l'entretien des locaux et la disparition du resto U depuis septembre. C'est la première fois que les intéressés sont réellement consultés et ils nous confortent dans l'idée qu'une grande résidence, avec des équipements qui facilitent la poursuite des études dans de bonnes conditions est viable au 21ème siècle.

AH : Qu'est-ce qui peut être fait aujourd'hui ?

On ne peut que regretter qu'une petite collectivité territoriale comme la CAHB ait eu la possibilité de se voir transférer la charge de cet espace universitaire, qu'elle ne veut ni ne peut assumer. On peut aussi s'étonner que le Crous n'ait pas cherché à entretenir et améliorer un tel patrimoine et qu'il soit prêt à s'en débarrasser au détriment des étudiants et en dépit de la mission qui lui est confiée. On se rappelle le protocole signé entre la ministre de l'enseignement supérieur et le Président du Conseil général des Hauts-de-Seine. Il n'était déjà pas ambitieux et on est loin du compte aujourd'hui. Si la Région Ile-de France peut

contribuer à aider (il y a encore 20M€ pour la réhabilitation de la RUA dans son budget 2012), le manque cruel de logements sociaux devrait être la préoccupation de l'Etat, car il est la condition de l'accès aux études supérieures pour un grand nombre de jeunes qui ne pourront mener à bien leur cursus sans bourse et sans logement à loyer accessible. Donc il faut exiger que les choses changent et avant tout empêcher qu'un bâtiment de plus (le H ndlr) soit démolit pendant la concertation ! Pour cela, il faut que le scandale éclate plus publiquement et je dois dire que la page qu'a rédigée le

Parisien d'aujourd'hui¹ suite à des échanges avec l'AARUA donne un éclairage sur les enjeux. Son titre « Les défenseurs de la Cité U dénoncent le manque de dialogue » est éloquent, et ce que nous disons sur les chambres vides est confirmé par le CROUS. Est-ce acceptable ?

Pour notre part, nous entendons renforcer toutes les formes de mobilisation possibles pour faire changer le projet. En particulier nous diffusons actuellement un document d'information de 4 pages et organisons (à confirmer) mercredi 14 Mars une réunion publique pour en débattre. Nous serons sur le marché d'Antony pour inviter les Antoniens à y participer. Et pour tous ceux qui veulent en savoir plus, nous nous efforçons de maintenir à jour notre site web.



Pour tout contact avec l'AARUA, écrire : amis.rua@hotmail.fr ou AARUA 14 rue des hautes Bièvres 92160 Antony site web : <http://amisrua.antony.free.fr>

L'association vient de sortir un magnét (2 versions couleurs) nouveau moyen d'alerter et de participer à l'action pour le logement social étudiant. Sur demande à un membre de l'AARUA.

¹ Le Parisien Hauts de Seine du 29 Février 2012